

S'ORGANISER POUR FAIRE FACE AUX PANDÉMIES

SOUVERAINETÉ SANITAIRE ET INDUSTRIELLE

6

MESURES

Relocaliser les productions essentielles à la vie de notre pays

Bloquer les prix des produits de première nécessité. Ce n'est pas possible que l'énergie, le gaz, l'électricité, les carburants ou des denrées alimentaires indispensables soient inabordables.

Adopter un plan d'adaptation aux pandémies non liberticide, basé sur la société du roulement et la planification sanitaire. Pour faire face à l'insécurité écologique due aux pandémies et aux conséquences du changement climatique, il faut un état d'urgence sociale pour mettre en sécurité sociale les personnes et renforcer les liens d'entraide.

Reconstruire le service public hospitalier et instaurer le « 100 % Sécu » en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits et en intégrant les mutuelles dans la Sécurité sociale. Nous devons déployer une politique de soin, de prévention et de santé publique capable de prévenir, de soigner tout le monde et d'en respecter les acteurs.

Engager un plan pluriannuel d'investissement et de développement des services publics dans les Outre-mer (transports, éducation, santé, logement, culture), dont la possibilité a été dessinée dans les propositions des mouvements sociaux, notamment en Guyane et à Mayotte.

ARGUS

ARGU N°1

« Vous voulez une France coupée du reste du monde ? »

La France ne doit pas dépendre d'autres États pour ses productions essentielles : lorsqu'une crise éclate, il est déjà trop tard pour relocaliser la production. Il est évidemment indispensable de continuer à échanger avec d'autres pays, mais il n'est pas concevable que nous en dépendions pour nous nourrir, nous fournir du doliprane ou des masques en tissus.

ARGU N°2

« L'Europe nous empêcherait de faire du protectionnisme »

Nous proposons notamment d'instaurer une taxe kilométrique aux frontières de la France pour dissuader les délocalisations et l'importation de produits trop éloignés. Cette mesure contrevient aux règles européennes. Cependant, nous proposerons de nouveaux traités compatibles avec les urgences sociales et écologiques et désobéirons aux règles bloquantes à chaque fois que ce sera nécessaire.

CHIFFRES-CLÉS

90%

C'est la part des Français qui sont **pour la création d'un pôle public du médicament** (Harris interactive, juin 2020).

90%

C'est la part des Français favorables à **conditionner les aides publiques aux entreprises à des contreparties sociales et environnementales** (Ifop pour l'Humanité, septembre 2020).

86%

C'est la part des Français qui sont **favorables à la réouverture des lits hospitaliers fermés** depuis 2010 (Harris interactive, juillet 2021).

S'ORGANISER POUR FAIRE FACE AUX PANDÉMIES

SOUVERAINETÉ SANITAIRE ET INDUSTRIELLE

6

ARGU N°3**« Les dépenses sociales de la France sont énormes, il faut les réduire, non ? »**

C'est la rengaine médiatique, mais c'est faux. Aux États-Unis, chacun est obligé de payer très cher une assurance et certains ne peuvent pas soigner un cancer faute d'argent. La Sécurité sociale est à la fois plus efficace et plus humaine.

Il faut l'étendre : un Français sur trois renonce encore à des soins, faute d'argent. La Sécu devrait rembourser à 100% tous les soins prescrits.

ARGU N°4**« On ne peut rien faire contre les déserts médicaux »**

Au contraire ! Nous proposons de nombreuses solutions qui n'ont jamais été appliquées : engager un plan de recrutement des professionnels du soin et du médico-social (médecins, infirmiers, aides-soignants et personnels administratifs), revaloriser les métiers et les revenus, augmenter les capacités d'accueil des établissements de santé publics, notamment les hôpitaux, augmenter les moyens des facultés de médecine pour permettre une véritable suppression du numerus clausus, mobiliser la médecine libérale et hospitalière, etc. Notre objectif : un service de santé public de proximité à moins de 30 minutes de chaque Français.